



## AGENDA POLITIQUE

**RASSEMBLEMENT**  
*Opération  
« Vérité sur les salaires »*

**SAMEDI 3 FÉVRIER**  
à 13H30

**Matignon**  
5 boulevard des Invalides - PARIS

*Face à la smicardisation  
de la France,  
le gouvernement doit agir !*

## AGENDA CITOYEN

**RASSEMBLEMENT**  
*contre la loi asile immigration  
et pour les droits  
des personnes à la rue*

**LUNDI 5 FÉVRIER**  
à 17H00

**Préfecture de l'Oise**  
Place de la Préfecture - BEAUVAIS

## AGENDA POLITIQUE

*Mélinée et Missak MANOUCHIAN  
au Panthéon le 21 février*

**PROJECTION-DÉBAT**

*FILM sur l'Affiche rouge  
DÉBAT sur le rôle de la  
Main-d'œuvre immigrée (MOI)  
dans la Résistance*

**SAMEDI 24 FÉVRIER à 17H30**

**Salle du SAB'lier**  
3 avenue Paul-Henri SPAAK  
**BEAUVAIS**

## SOMMAIRE du n° 1391

- P. 2 - Édito de Thierry AURY « Gabriel THATCHER ! »
- P. 3 - Soutien à la mobilisation des agriculteurs
- P. 4 - Solidarité avec le peuple palestinien
- P. 5 - Rassemblement contre la loi immigration ; Mobilisations pour l'école publique
- P. 6 - Vœux du PCF Oise
- P. 7 - Hommage à Jean SYLLA
- P. 8 - Agenda ; Échos des sections ; Espace MARX60 ; Hors-séries de l'Humanité « LÉNINE » et « MANOUCHIAN »

## ENCART

- Flyer « Opération vérité sur les salaires »

## Oise Avenir

Magazine de la Fédération de l'Oise du PCF

8 rue de Beauvoisis - 60100 Creil

Courriel : pcf.oise@orange.fr

Tél : 03 44 55 27 96

<http://oise.pcf.fr>

Directeur de la publication : Thierry AURY

Rédacteur : Thierry AURY

Conception graphique et maquette : PCF Oise

Photographies : Thierry AURY, Chantal BOYENVAL, Jean-Michel CUVILLIER, Catherine DAILLY, DR

Presse et communication : Thierry AURY - [thierry.aury@wanadoo.fr](mailto:thierry.aury@wanadoo.fr)

Impression PCF Oise - Tirage : 1 120 ex.

N° CPPAP : 0428 P 11491

**N'oubliez pas !  
Nous avons besoin de votre...**

**ABONNEMENT Oise Avenir**

**J'indique mes coordonnées :**

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Ville : .....

**Je choisis ma formule d'abonnement 1 an :**

- RÉDUIT (étudiant, sans emploi) : 5 €

- NORMAL : 15 €

- SOUTIEN : 25 €

**Je renvoie le chèque à l'ordre de « PCF Oise »**

à l'adresse postale :

**Oise Avenir - 8 rue de Beauvoisis - 60100 Creil**

## ÉDITO

Le député communiste André CHASSAIGNE a comparé le nouveau Premier ministre à l'ancienne dirigeante britannique des années 1980, réactionnaire et ultralibérale.

Loin d'un « coup de jeune » comme le dit la com' présidentielle, la nomination de ce petit marquis des beaux quartiers qui n'a d'autre expérience que les écoles huppées et les cabinets ministériels, confirme surtout l'orientation clairement de droite du macronisme, avec des figures du sarkozysme comme DATI et le recyclage des recettes les plus éculées.

Triste symbole de ce gouvernement au service des riches, la ministre OUDÉA-CASTÉRA, ancienne dirigeante de Axa et Carrefour

## Gabriel THATCHER !

puis de la Fédération de tennis s'estimant « mal payée » avec 500 000 € par an (!), épouse d'un ex-PDG de la Société générale puis de Sanofi, tenant des propos méprisants et mensongers sur

l'école publique pour mieux porter au pinacle l'école privée catholique intégriste STANISLAS, réservée aux enfants de l'oligarchie.

Autres symboles, ce gouvernement ne comporte pas de ministre du Logement, de la Santé, du Travail ou des Outre-mer malgré la gravité de la situation sur tous ces sujets !

La feuille de route d'ATTAL c'est la poursuite de la casse de notre modèle social : « laisser respirer » les entreprises en supprimant des normes et étouffer les chômeurs en supprimant des droits, refuser toute contribution des grandes fortunes mais augmenter le prix de l'électricité et les franchises médicales. Il dit regretter la « smicardisation de la France » mais ne prend aucune mesure en faveur d'une hausse des salaires et de leur indexation sur l'inflation.

Adeptes du coup de com', ATTAL se met en scène entre des ballots de paille pour répondre à la colère paysanne, mais ses annonces sont loin du compte ; et surtout, le pouvoir n'a aucune volonté d'imposer un autre partage de la valeur entre producteurs et grands groupes de l'agroalimentaire et de la distribution, pas plus que de remettre en cause les traités de libre-échange, préférant plutôt s'en prendre aux normes environnementales.

La grande majorité souffre de ces choix qu'ATTAL veut encore aggraver : l'hôpital public se meurt et 6,7 millions de personnes sont sans médecin traitant ; le nombre de travailleurs pauvres et d'emplois précaires explose, le nombre de « sans domicile » a doublé en 10 ans, 3 000 enfants dorment dans la rue, 18 % de la population vit dans un logement insalubre, l'école publique connaît une crise sans précédent, près de 10 000 enseignants ont disparu depuis 2017, l'inflation atteint 20 % en deux ans...

Cette dégradation de la République nourrit mal-vie, mal-être et un terreau fertile pour l'extrême droite qui attise les divisions, les ressentiments contre des boucs émissaires.

C'est pourquoi, avec la campagne « Vérité sur les salaires », les communistes veulent remettre au cœur du débat public, les questions sociales et mener une bataille rassembleuse de tout le monde du travail, du livreur au chercheur, français comme immigrés.

C'est pourquoi aussi nous affirmons notre soutien au monde paysan en révolte en portant des propositions qui garantissent revenu digne, alimentation de qualité et protection de l'environnement.

Face à une classe des riches plus arrogante et accrochée à ses privilèges que jamais, les rassemblements les plus larges sont incontournables pour imposer les changements nécessaires. « Là où il y a une volonté, il y a un chemin » disait Lénine. ■

Thierry AURY





**SOUTIEN À LA MOBILISATION DES AGRICULTEURS**



Le 24 janvier, Fabien ROUSSEL et Léon DEFFONTAINES, tête de liste aux prochaines élections européennes, sont allés à la rencontre et à l'écoute des agriculteurs, sur le point de blocage de l'A16, à Beauvais. Les échanges ont été très intéressants avec ces travailleurs de la terre dont beaucoup n'arrivent plus à vivre d'un métier qu'ils aiment : concurrence déloyale, traités de libre-échange, marges exorbitantes des grandes surfaces, certaines contraintes bureaucratiques, hausses de taxe comme celle sur le gazole non routier, hausses de prix sur l'électricité et le gaz... Le gouvernement doit les entendre.



**LE TÉMOIGNAGE DE MÉLANIE, AGRICULTRICE**

Elle est l'une des quatre associés d'une ferme en polyculture - élevage en agriculture biologique, de 187 hectares, aux 3/4 en prairies, dans le Beauvaisis. La principale activité est la production de lait, la culture des céréales étant destinée à l'alimentation du troupeau, une partie du lait étant transformé en yaourts et fromage blancs vendus à la ferme. L'exploitation comprend aussi une activité de maraîchage biologique avec une production de légumes diversifiée (salade, chou, carotte, pomme de terre, courgette, concombre, aubergine, tomates, épinards, blettes, petits pois, fenouil...).

*« Je suis le mouvement d'un peu loin car je suis loin de tout partager. Je suis très proche de la Confédération paysanne. Je suis critique sur le modèle agricole porté par les dirigeants de la FNSEA qui sont co-responsables de la situation actuelle. Avec mon mari et l'autre couple associé dans notre exploitation, nous avons fait le choix de diversifier nos activités, d'essayer au maximum d'être autonomes sans achat d'engrais et pesticides, et en développant la vente en directe. Nous allons aussi installer une chaudière à copeaux qui fonctionnera avec les tailles de toutes nos haies et suffira pour le chauffage de la salle de traite, de la fromagerie et de notre maison. Nous refusons la course au gigantisme des exploitations et des machines (des tracteurs à 200 000 euros !) qui est un piège avec un mécanisme d'endettement toujours plus lourd. Et pourtant, cela nous permet de faire vivre sept personnes qui travaillent sur cette exploitation (les quatre associés et trois salariés) même si les salaires ne sont pas à la hauteur du nombre d'heures que nous faisons, et cela pose la question de prix rémunérateurs garantis pour des productions de qualité. Je m'élève contre ceux qui veulent remettre en cause les normes environnementales car nous en avons besoin pour protéger la ressource en eau, la biodiversité, le climat même si il faut de la souplesse et de la pédagogie dans leur application ; par contre, il faut empêcher ces accords de libre-échange qui laissent importer des productions qui ne sont pas soumises aux mêmes règles. »*



**6 MESURES POUR SOUTENIR NOS AGRICULTEURS**

**Proposition n°1 : Remise en cause des accords de libre-échange**

Que ça soit avec le Canada, le Brésil ou avec la Nouvelle-Zélande, les accords dévastateurs pour notre agriculture, on n'en veut pas !

Assez des traités de libre-échange qui mettent en concurrence nos agricultrices et agriculteurs avec celles et ceux du monde entier.

**Proposition n°2 : Transformation de la PAC en Politique Agricole et Alimentaire Commune**

Planification de l'agriculture en tenant compte des besoins alimentaires et environnementaux.

Redistribution des aides à destination de toutes les structures agricoles et pas seulement les plus gros exploitants.

**Proposition n°3 : Protéger nos agricultrices et agriculteurs**

Interdire l'importation de produits ne respectant pas les normes de productions françaises et européennes.

Mentionner obligatoirement l'origine des produits.

**Proposition n°4 : Mieux rémunérer nos agricultrices et agriculteurs**

Des prix planchers : Création d'une conférence annuelle pour fixer un prix de référence des productions agricoles.

Revalorisation des retraites agricoles dans le prolongement du texte adopté à l'Assemblée Nationale, pour qu'il n'y ait aucune retraite en dessous du SMIC.

**Proposition n°5 : Les aider à faire face à la flambée des prix de l'énergie**

Suppression du doublement de la taxe GNR.

Réduction des factures d'électricité en sortant du marché européen de l'électricité.

**Proposition n°6 : Retrouver notre souveraineté alimentaire**

Fixation d'un objectif de 500 000 agriculteurs d'ici 2030 par le développement de la formation publique agricole.

Création de postes d'enseignants et formateurs agricoles, développement de l'agroécologie et un investissement massif dans la recherche.

Aide à l'installation des jeunes agriculteurs.





## DE PASSAGE DANS L'OISE, LA MARCHÉ PARIS-BRUXELLES SOLIDAIRE AVEC GAZA ET LE PEUPLE PALESTINIEN

**L**A MARCHÉ SOLIDAIRE PARIS-BRUXELLES s'est élancée le 20 janvier de la place de la République, en direction du siège du Conseil européen, à l'appel d'un collectif d'associations dont l'Association France Palestine solidarité (AFPS) et l'Union juive française pour la Paix (UJPF), pour le droit à la vie des Palestiniens et contre l'impunité du gouvernement israélien. Cette marche a effectué deux étapes dans l'Oise.

### PREMIÈRE ÉTAPE DANS LE BASSIN CREILLOIS

Les participants à la Marche ont été accueillis à la gare de Creil le 21 janvier en matinée, avant d'aller à la rencontre



des habitants sur le marché dominical de Montataire. Ils se sont ensuite restaurés dans les locaux de la fédération de l'Oise du PCF à Creil, où était ensuite



organisé un temps d'échanges sur la situation à Gaza et en Palestine. En soirée, ils étaient conviés à Villers-Saint-Paul où ils ont dîné chaleureusement au domicile d'Alain et Marie-France BOUTROUE.



### SECONDE ÉTAPE À BEAUVAIS

La journée a été bien remplie à Beauvais pour les marcheurs solidaires avec Gaza et le peuple palestinien, le 22 janvier. Après un accueil démonstratif en plein



hall de la gare SNCF, par des militants beauvaisiens du PCF, de l'AFPS, d'EE-LV, de la LDH, de LFI et les maires adjoints Mohrad LAGHRARI et Hatice KILINC, la vingtaine de marcheurs a cheminé sur plusieurs kilomètres à travers la ville, tout au long de la journée. Première étape sur le marché populaire du quartier Argentine, avec prises de parole, nombreux échanges avec les passants, interview et reportage de France 3 Picardie et la presse locale. Deuxième étape, à l'ASCA, avec une rencontre avec l'association Rosalie, animée par des religieuses dont la sœur Sylvie qui connaît bien le Moyen-Orient et un éducateur de rue qui ont le projet de projection d'un film sur Gaza suivi d'un débat avec les jeunes et habitants du quartier. Troisième étape, au Jardin de la Paix, sur le quartier Saint-Jean, créé à l'initiative des Croyants pour la Paix, réunissant des femmes et hommes de toutes



confessions, suivie d'un moment de recueillement devant le monument aux Déportés de l'ancienne caserne Agel. Enfin, une belle soirée débat avec plus de 80 personnes, des interventions fortes de Noha RASHMAWI, Française d'origine palestinienne, organisatrice de cette Marche, Bertrand HEILBRONN,

ancien président national de l'AFPS et la projection de vidéos très émouvantes du site Gaza Stories qui montre la volonté de résistance et de



vie des Gazaouites. Tous les marcheurs ont ensuite été accueillis, de manière militante par des amis du Beauvaisien avant de repartir le lendemain matin vers Amiens. Une très belle séquence de solidarité internationale qui affirme que la France ne se résume pas à la position honteuse de nos gouvernants. ■

### Manifestation à Compiègne pour un cessez-le-feu immédiat à Gaza

Un collectif local de syndicats, de partis politiques - dont la section PCF du Nord-Compiégnois - et d'associations a organisé une manifestation le 20 janvier à Compiègne en soutien à la population de Gaza en Palestine et des otages israéliens du Hamas. Deux cents personnes ont défilé parmi lesquelles la conseillère départementale Catherine DAILY qui a pris la parole pour le PCF.





La veille de la grande marche du 21 janvier au départ du Trocadéro à l'appel de 201 personnalités, contre la loi immigration, un rassemblement était organisé dans l'Oise, à Beauvais.

Malgré le froid et la neige, des citoyens, très divers, étaient là pour exiger du président de la République qu'il ne promulgue pas cette loi de la honte, qui bafoue les principes de la République, de liberté, d'égalité et de fraternité.

Des syndicalistes ont rappelé que l'inégalité de droits entre salariés français et étrangers, était une mauvaise chose pour tous, étrangers comme Français, puisqu'elle divise et oppose les travailleurs entre eux, en tirant toujours vers le bas les salaires et les conditions de travail.

La doctoresse Priscilla DIKONGUE-NYABEN FONZE s'est faite la voix des médecins qui refusent cette loi qui bafoue leur serment d'HIPPOCRATE et ce devoir de soigner toute personne quelle que soit son origine, sa couleur de peau, sa situation sociale.

Le collectif Solidarité migrants a souligné que cette loi n'empêchera pas des femmes et hommes à chercher asile dans notre pays, mais qu'elle aggravera les conditions d'accueil, la précarité, la misère, les gens à la rue, la dégradation de leur santé et donc rendra plus difficile leur intégration.

Thierry AURY, secrétaire départemental PCF Oise et élu de Beauvais, a appelé à poursuivre les mobilisations pour pouvoir de nouveau conjuguer pleinement au présent les principes s'inspirant du meilleur des valeurs de notre République. Le 25 janvier, le Conseil constitutionnel censurait plus du tiers des dispositions de la loi - voir ci contre le communiqué du groupe communiste au Sénat -, ce qui n'a pas empêché la promulgation du restant de la loi dans les heures qui ont suivi. La lutte continue.

### Loi immigration : l'accord MACRON et LR censuré

Communiqué du groupe CRCE-K au Sénat, le 25 janvier 2024

Le couperet est tombé, le Conseil constitutionnel a censuré, totalement ou partiellement, 37 articles sur les 86 du texte.

La préférence nationale a été censurée, les mesures discriminatoires à l'égard des étudiants étrangers également, le droit du sol a été conforté, la restriction du regroupement familial a été écartée, ainsi que la déchéance de nationalité.

C'est l'accord inique passé entre E. MACRON, sa Première ministre, E. BORNE, avec la droite parlementaire qui est mis à bas.

Le coup d'éclat du Rassemblement national qui a parrainé par son vote cet accord a été en bonne partie balayé.

Le Conseil constitutionnel, face à un texte qui s'oppose frontalement aux valeurs fondamentales de la République, ne pouvait agir autrement, sauf à négliger profondément sa mission.

Le texte est profondément censuré, même si certaines dispositions dangereuses, comme par exemple les mesures criminalisant les demandeurs d'asile et instaurant un juge unique à la CNDA sont maintenues. Le président de la République doit tirer les conséquences de cette censure majeure d'un texte dangereux pour la République, adopté dans des conditions qui ne respectaient pas la procédure parlementaire et en particulier, le rejet par l'Assemblée nationale.

Il ne doit pas promulguer ce projet mais travailler à des mesures de progrès qui permettent un accueil digne de la population immigrée et, en particulier, la régularisation des travailleurs sans papiers.

Les sénatrices et sénateurs du groupe CRCE-K se félicitent de la large prise en compte de la saisine des parlementaires de gauche à laquelle ils se sont associés.

Ils s'opposeront avec fermeté à la tentative annoncée de la droite et de l'extrême droite de s'attaquer, non seulement à la Constitution, mais en fait, à des valeurs fondamentales initiées en 1789 qui transcendent notre République.

### MOBILISATIONS POUR L'ÉCOLE PUBLIQUE

La colère monte concernant la situation dans l'Éducation nationale, entraînant des mobilisations d'enseignants, de parents d'élèves, d'élus dans l'Oise ces dernières semaines. Aux Goélands à Noyon, au regroupement d'Écuville, Candor, Ognolles, Solente et Beaulieu-les-Fontaines, à celui de Lagny, Dives et Cuy, à Bienville, à Janville, au RPI de Boulogne-la-Grasse, à Agnetz, à Neuilly-sous-Clermont, à Sacy-le-Grand, à Ansauvillers, à Berthecourt ou encore à Beauvais à l'école



de Marissel le 26 janvier (photo), autant de rassemblements ou de pétitions pour s'élever contre des fermetures de classes, dont le détail pour notre département sera donné à la mi-février. Les conditions de travail et les salaires insuffisants ont aussi été dénoncés lors de la journée nationale de grève du 1<sup>er</sup> février, avec un



rassemblement devant l'Inspection académique à Beauvais. Au collège PASTEUR à Noyon, les enseignants tractent pour sauver une classe « tremplin » de Segpa. La Région est aussi dans le viseur avec la réduction de 40 % du budget de fonctionnement du lycée Jules-UHRY à Creil, qui a manifesté le 23 janvier. Et pendant ce temps-là, est nommée une ministre roulant pour l'école privée et on nous « balade » avec le port de l'uniforme à l'école...



## LES VŒUX DE LA FÉDÉRATION DE L'OISE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS : « EN 2024, RASSEMBLER, POUR CONSTRUIRE DES ALTERNATIVES PROGRESSISTES »

**L**A GRANDE SALLE du siège du PCF Oise était pleine ce 10 janvier pour les traditionnels vœux autour d'une galette républicaine. Thierry AURY, secrétaire départemental, est revenu sur l'année écoulée mais a surtout pointé quelques grands axes d'action pour 2024. Extraits.

« L'affirmation de la Paix est le plus grand des combats » disait JAURÈS. « Mes premières pensées vont aux victimes civiles de toutes les guerres, de toutes les violences qui ensanglantent le monde : nous sommes bouleversés, révoltés par les morts de Gaza dont plus de la moitié d'enfants dans ce carnage assimilé désormais à un génocide par des organisations humanitaires et des responsables des Nations unies. La France devrait porter l'exigence d'un cessez-le-feu immédiat, d'une protection des populations civiles, de sanctions fortes contre Israël et ses dirigeants racistes et coupables de crimes de guerre, à l'instar de l'Afrique du Sud qui a saisi la Cour internationale de justice. Nos pensées vont aussi aux populations ukrainiennes victimes de l'agression de POUTINE (comme à celles du Donbass entraînées dans la guerre par les dirigeants de Kiev depuis dix ans) : faisons taire les va-t-en guerre, les marchands d'armes qui s'enrichissent du malheur et de la mort. Il n'y aura aucune solution dans la poursuite de la guerre, sinon des morts, des destructions, des souffrances qui alimentent les haines, les nationalismes, les violences perpétuelles. En cette année où nous commémorerons les 110 ans de l'assassinat de JAURÈS, les 120 ans de l'Humanité, les 80 ans de la Libération, en cette période de menaces sur la paix par ces conflits et par la course aux armements relancée partout, nous devons faire de ce combat pour la paix une dimension forte de nos actions. Notre Fête de la Paix en sera un temps fort. Sans cette exigence de paix, aucune de nos aspirations à un monde de liberté, de solidarité, de coopération de progrès social et écologique ne pourrait se concrétiser. »

Thierry AURY est revenu ensuite sur le grand mouvement social pour les retraites qui a marqué le premier semestre 2023 : « Certes, nous n'avons pas réussi à bloquer le passage de cette loi mais cela s'est fait au prix d'un coup de force démocratique puisque cette loi n'a même pas été soumise au vote de l'Assemblée alors qu'elle était rejetée par plus de 90 % des



salariés. Il nous faut valoriser le caractère unitaire et sans précédent de cette intersyndicale qui a tenu, qui a remis les organisations syndicales au premier plan et les a renforcées en adhérents, qui a créé un climat nouveau entre elles, qui a permis le rassemblement de millions de salariés, qui a exercé une pression telle sur les députés qu'il s'en est fallu de neuf voix seulement que la motion de censure soit votée. Valorisons aussi la bataille politique commune menée par les forces de gauche au Parlement : certes, il y a des différences dans les propositions mais il y a eu aussi accord unanime contre toute nouvelle régression, et cela est un point d'appui précieux quand on se souvient que le PS sous HOLLANDE avait validé l'enterrement de la retraite à 60 ans. D'ailleurs ce mouvement unitaire intersyndical et politique a contribué à ce que 70 % des Français se prononcent pour le retour à la retraite à 60 ans, ce qui est une forte majorité qui va largement au-delà de l'influence de la gauche. Et la prise de conscience du caractère autoritaire de nos institutions, avec notamment le recours répété au 49-3, est plus forte que jamais. Comme pour les retraites, avec la campagne "vérité sur les salaires", travaillons à remettre au premier plan, les questions sociales, celles des conditions de vie et de travail de la majorité du peuple, la question de la répartition et de l'utilisation des richesses produites, dans une période où les fortunes des 500 les plus riches ont doublé pour atteindre 1 000 milliards !

Ce serait aussi le meilleur moyen de faire reculer les campagnes de divisions du peuple, menées de concert par le pouvoir macroniste, la droite LR et l'extrême droite RN comme avec le vote de cette

honteuse loi immigration qui porte atteinte aux valeurs de la République et est considérée comme une victoire idéologique par le RN ». « Il faut mener la contre-offensive sur le plan des idées, sur le plan culturel : non, les immigrés, l'immigration ne sont pas les responsables des problèmes du pays et de la société ! Les déplacements des êtres humains ont toujours existé, et vont même se développer avec le réchauffement climatique, sans parler des conséquences des guerres, de la misère, des dictatures... Et notre pays s'est enrichi de l'apport de millions de personnes, venues d'ailleurs, dont nombre d'artistes, de scientifiques, sans parler de ceux qui ont reconstruit le pays, font tourner son industrie, ses services. Ou encore "les étrangers, et nos frères pourtant" de l'Affiche rouge, avec MANOUCHIAN et bien d'autres, qui ont contribué à la libération de notre pays. Là aussi, comme sur la paix, les retraites, le pouvoir d'achat, nous devons rassembler, pour construire des alternatives progressistes. La montée et la victoire de l'extrême droite n'ont rien d'inéluctable, à condition de travailler à de réelles alternatives répondant aux besoins populaires et aux grands enjeux écologiques et sociaux. » (...) ■

## HOMMAGE À JEAN SYLLA, FIGURE DE LA VIE SYNDICALE ET POLITIQUE OISIENNE DURANT 50 ANS

**N**OTRE CAMARADE nous a quittés à l'âge de 94 ans. Un des principaux responsables de la CGT dans l'Oise dans les années 1960, il était devenu conseiller général en 1973 puis maire de Mouy, et demeura longtemps l'une des figures communistes les plus connues du département. Un hommage public lui a été rendu le 24 janvier. Extraits de quelques interventions.

Alain BLANCHARD souligne : « J'ai eu la chance de siéger dix ans aux côtés de Jean, au Département, et j'ai apprécié ses grandes qualités humaines et politiques (...) À ses côtés avec Patrice CARVALHO et le regretté Gilles MASURE nous formions un groupe d'élus combattifs (...) Jean était un homme modeste, posé et dévoué, un de ces élus qui font honneur à notre République. » Jean-Louis MOIGNARD qui avait travaillé et milité avec lui à la Sécurité sociale, témoigne avec émotion que Jean « a été un guide, un éclaireur, souvent consulté, à la plume facile et souvent amère (...). Fidélité à ses convictions et luttas contre les injustices sont les maîtres mots qui le symbolisent le mieux. » Philippe MAUGER, actuel maire de Mouy et qui fut plusieurs mandats l'un des adjoints de Jean et « son fidèle compagnon de route », rappelle l'action considérable qu'il mena durant 25 ans à la tête de la municipalité. « C'est en 1977, sur une liste d'union de la gauche qu'il devint premier adjoint du maire socialiste COMEAU-MONTASSE et président du district urbain de Mouy (ancêtre de la communauté de communes) où il impulse la création et l'amélioration des équipements sportifs et des réseaux d'assainissement... Jean sera un acteur déterminant dans les vastes travaux du syndicat intercommunal de la vallée du Thérain qu'il présidait, notamment après la crue majeure de 2001... Maire de Mouy de 1983 à 2008, ses quatre mandats vont transformer notre ville avec une multitude de travaux, une action forte dans le domaine social et de la culture avec la médiathèque, la Maison de l'enfance DOLTO, les services périscolaires, les classes de découvertes ou l'appui à la construction de nombreux logements par les bailleurs sociaux et l'ouverture d'un Ehpad... De lui j'ai appris que l'action publique ne peut être que désintéressée, qu'elle n'a pour seule raison d'être que l'intérêt général. » Pour Loïc PEN, conseiller régional et membre du conseil national du PCF « Jean c'est d'abord la fidélité de toute une vie aux

intérêts du monde du travail, des classes populaires dont il était issu et auxquels il consacra toute son action publique. Fils d'un cheminot de Beauvais, il rentre à 17 ans, en 1946, à l'usine La Brosse et Dupont jusqu'à son licenciement en 1952. Il avait connu concrètement cette précarité de la situation ouvrière (...) Révolté par l'injustice sociale, il s'engage activement en 1946, à l'Union de la jeunesse républicaine de France créée à l'initiative des JC, dont il devient l'un des responsables départementaux. La même année, il adhère à la CGT et va devenir durant 25 ans, l'un des militants syndicaux les plus actifs du département : secrétaire du syndicat à La Brosse et Dupont puis à la Sécurité sociale, puis membre du bureau de l'UD CGT Oise dès le début des années 1960 (...) Jean conservera toute sa vie, cette âme de syndicaliste, soutenant quand il était devenu maire, de multiples luttes des travailleurs (...) ceux d'Allinquant comme ceux de l'usine de papiers peints de Balagny qui s'opposaient au bradage de leur outil de travail... À partir de 1973, cet engagement pour le monde du travail, Jean le fait entrer au conseil général de l'Oise en battant le sénateur de droite DUBOIS. Coup de tonnerre départemental ! Il est alors le seul élu communiste au conseil général et doit batailler ferme face à une majorité très réactionnaire présidée par le pétainiste BÉNARD, qui veut l'empêcher de prendre la parole. Jean ne s'en laisse pas compter et impose sa présence : "Dans cette assemblée, je suis



le représentant des dizaines de milliers de travailleurs, de démocrates qui font confiance au Parti communiste français". Ré-élu constamment sur le canton de Mouy, durant 31 ans, Jean sera aussi candidat aux législatives de 1973 à 1993 : en 1978, face à J.-F. MANCEL, il arrive en tête du premier tour, gagnant 4 000 voix sur 1973, et talonne de près celui-ci au second tour. Il fut un homme intègre que pas un scandale n'éclaboussa durant des décennies de mandats publics, et il se faisait un devoir, comme élu communiste, de reverser à son parti, ses indemnités d'élu et continua, durant sa retraite, de reverser une part de sa retraite d'élu pour financer les activités de la fédération de l'Oise du PCF. Il fut un homme libre et au service des autres, pour construire des Jours heureux pour toutes et tous. Merci Jean ! » ■



Jean SYLLA avec les candidats communistes aux élections cantonales de 1979.



**PCF BEAUVAISIS**

**Repas de la fraternité**

**DIMANCHE 25 FÉVRIER, BEAUVAIS - 12H00**

Salle du SAB'lier - 3 avenue Paul-Henri SPAAK

*Avec l'animation du Trio LAHASE*

Participation : 17 euros

*Personnes à faibles ressources, jeunes et enfants* : 7 €

*Moins de 5 ans* : gratuit

Inscriptions :

*Permanence au 34 rue du Faubourg Saint-Jacques à Beauvais, les lundis de 16h à 19h et samedis de 10h à 12h*

*Contact* : 06 71 72 86 86

**PCF MOUY**

**Repas dansant**

**SAMEDI 16 MARS, MOUY - 20H00**

Salle des Fêtes Alain-BASHUNG - 22 place Pierre-SEMARD

*Partie musicale assurée par Les Guinguettes ; tombola*

Participation :

*Plus de 12 ans et adultes* : 37 euros

*Enfants de 3 à 12 ans* : 18 euros

Inscriptions jusqu'au 4 mars :

*Marc BARRIER* : 06 51 97 39 24

*Gérard HAUTDEBOURG* : 06 82 02 76 95

**PCF NORD-COMPIÉGNOIS**

**Expo-débat à l'occasion des 80 ans du droit de vote des femmes**

**DIMANCHE 21 AVRIL, LONGUEIL-ANNEL - à partir de 9H00**

Salle Marius-LECLERCO - 45 avenue de la Canonnière

**PCF OISE**

**Fête de la Paix**

**S18 & D19 MAI, MONTATAIRE**

Accueil de loisirs Pierre-LEGRAND - Avenue Anatole-FRANCE

Le rendez-vous politique et festif dans l'Oise, le week-end de la Pentecôte !

AGENDA - AUTRES INITIATIVES

**ESPACE MARX OISE**

**Conférence-débat « Écologie et climat : quelles actions mener face aux conflits dans le monde ? »**

**SAMEDI 17 FÉVRIER, SAINT-MAXIMIN - 10H00**

Maison pour Tous Nelson-MANDELA - 1 rue de l'Abbé Jules-MARTIN

*Avec Gérard LE PULL, journaliste à l'Humanité*

VIE DES SECTIONS



La section de Montataire a organisé le 17 décembre son traditionnel loto de Noël. Elle a aussi fait signer la pétition « blocage des prix, stop à l'inflation » qui a reçu un bon écho, avec de nombreuses personnes qui ont exprimé leur ras-le-bol de subir la flambée des prix.



Les camarades de la section PCF de Bresles invitaient le 6 janvier à partager un moment joyeux à La Neuville-en-Hez, avec son repas des Jours heureux. Voici l'occasion de remercier celles et ceux qui ont participé au rayonnement du parti l'année passée.



Une vingtaine de communistes ont participé à l'assemblée générale de la section PCF du Nord-Compiégnois le 13 janvier à Thourotte. Quatre adhésions ont été réalisées, dont deux jeunes camarades. Les échanges ont été riches, avec des alertes sur les transports, la santé, l'école, le statut des fonctionnaires ; le soutien réaffirmé aux grévistes (gaziers, facteurs...) ; l'engagement dans la campagne des européennes 2024. Cette belle réunion s'est achevée avec le partage convivial de la galette républicaine.



Près de 120 personnes ont profité de la chaleur de la soirée antillaise, avec repas, ambiance musicale et tombola, proposée par les communistes du Bassin creillois à Montataire le 27 janvier.



La salle était comble le 27 janvier salle du Pré-Martinet pour les premiers vœux de l'association Beauvais au cœur, créée à l'initiative du groupe des élus de gauche Roxane LUNDY, Thierry AURY, Dominique CLINCKEMAILLIE et Grégory NARZIS.

Les participants, très divers par leur âge, leur situation, leur origine, leur engagement, leur sensibilité, réunis dans une belle ambiance conviviale et enthousiaste, autour d'une galette républicaine, ont pu entendre l'intervention de Roxane LUNDY qui a tracé un autre avenir possible pour la ville, dans l'intérêt des Beauvaisiens et l'avenir du Beauvaisis. Une soirée de bonne augure pour 2024 et pour la suite !

**HORS-SÉRIES DE L'HUMANITÉ**

Après ROBESPIERRE, l'Humanité consacre deux hors-séries aux figures de LÉNINE, à l'occasion du centenaire de sa mort - pour réinterroger son parcours et ses combats, replacés dans leur temps -, et à celle de MANOUCHIAN au moment de sa panthéonisation - l'occasion de rappeler le rôle majeur des immigrés dans l'histoire de notre pays.



9,90 € le numéro  
Disponibles à la Fédération





BULLETIN DE PAIE  
Du 01-01-2022 au 31-01-2022

INFORM JOURNALIERES  
Du 01-01-2022 au 31-01-2022

EMPLOYEUR

Jobe M.Trav Absentes

SALARIE

Taux A retenir

13,1865  
16,4831

2164,83  
2164,83

216  
216  
216  
216

1985,00

6,83

1985,00

6,83

1985,00

6,83

1985,00

6,83

1985,00

6,83

1985,00

6,83

1985,00

6,83

1985,00

6,83

1985,00

6,83

1985,00

6,83

1985,00

6,83

1985,00

6,83

1985,00

6,83

1985,00

6,83

1985,00

6,83

1985,00

6,83

1985,00

6,83

1985,00

6,83

1985,00

6,83

1985,00

6,83

1985,00

6,83

1985,00

6,83

1985,00

6,83

1985,00

6,83

1985,00

6,83

1985,00

6,83

1985,00

6,83

1985,00

6,83

1985,00

6,83

1985,00

6,83

1985,00

6,83

1985,00

6,83

1985,00

6,83

# Opération vérité sur les salaires !



[salaires@pcf.fr](mailto:salaires@pcf.fr)

Envoyez-nous vos fiches de paie !

Depuis que Macron est au pouvoir, règne une France des bas salaires pour les travailleuses et travailleurs de notre pays. Comment payer nos factures, quand tous les prix grimpent en flèche : électricité, gaz, loyers, produits de première nécessité ?

**Tout augmente sauf nos salaires et nos retraites !**

C'est pourquoi le PCF lance une grande campagne sur les salaires pour interpeller le Président Emmanuel Macron et son Premier ministre, Gabriel Attal, et leur rappeler que les "essentiels" de la société, celles et ceux qui la font tourner, sont trop souvent méprisés et sous payés...

**Reprenons la main sur nos salaires et nos retraites !**

# Le 3 février à 13h30, toutes et tous à Paris devant Matignon !

“ Je suis hôtesse de caisse.  
Contrat CDD de 18 mois, 26h  
par semaine pour un salaire  
de 1041€. Dehors au bout de  
18 mois car l'employeur refuse  
de me faire un CDI à la clé.”

**Elisabeth, hôtesse de caisse**  
**Salaire net : 1041 € par mois**

“ J'ai fini ma carrière en arrêt  
maladie plus invalidité, complè-  
tement esquiné des deux coiffes  
des épaules et les deux genoux  
usés. On ne peut pas vivre avec  
une retraite comme ça...”

**Frédéric, jardinier retraité**  
**Pension : 1009 € par mois**

## Les propositions du PCF :

- ➔ **Mettre le SMIC à 2 000 € brut**
- ➔ **Indexer les salaires et les pensions sur l'inflation**
- ➔ **Bloquer les prix et baisser les taxes sur les carburants**
- ➔ **Baisser les prix du gaz et de l'électricité**



IPNS • Ne pas jeter sur la voie publique 2024-01

**Relevons le défi des Jours heureux !**



Je souhaite  être informé·e ou  rejoindre le PCF dans l'Oise

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

E-mail : \_\_\_\_\_ Tél : \_\_\_\_\_

FÉDÉRATION DE L'OISE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS - 8 rue de Beauvois 60100 CREIL

☎ 03 44 55 27 96

✉ pcf.oise@orange.fr

🌐 @pcfoise60

🌐 http://oise.pcf.fr